

Dodo Boureima
Marianne Heahr

Au début de l'année, les sociétés de pasteurs espéraient que 2013 verrait la mise en application, tant attendue, du Code pastoral. L'espoir est devenu désespoir quand les événements du Mali et de Nigeria bouleversèrent les calendriers politiques nationaux et tournèrent l'attention vers les questions de sécurité et de protection de l'intégrité territoriale.

L'Opération Serval (intervention militaire française au Mali)¹ qui a débuté le 11 janvier, fut l'un des principaux événements affectant, l'année dernière, les pasteurs du Niger et du Mali. La guerre a rendu difficile leur emprunt des routes traditionnelles de transhumance à travers le nord Mali et le Burkina Faso. Ils risquaient le vol du bétail le long des routes, dû au besoin d'argent des groupes armés pour financer leur combat. Beaucoup de pasteurs stoppèrent leurs migrations en fonction de l'accès aux pâturages et choisirent des routes selon la sécurité de la région. Ce qui provoqua leur grande concentration dans des zones réputées plus sûres et intensifia donc la pression sur des rares pâturages et sur les ressources en eau, accroissant la pénurie alimentaire. Beaucoup d'éleveurs du nord malien se réfugièrent au Niger par crainte de violences et de représailles au Mali ce qui aggrava encore la situation.

Le fait que des jeunes pasteurs (de tous les groupes ethniques) rejoignirent les différents groupes armés du nord Mali compliqua encore leur situation, car, pour beaucoup de gens, il était difficile de distinguer entre un pasteur transhumant et un rebelle et chacun était vu avec suspicion. Cela eut de graves conséquences dans de nombreuses occasions, des camps de pasteurs étant l'objet d'attaques et des innocents perdant la vie sans raison. En outre, les croissantes activités du groupe djihadiste Boko Haram² au nord Nigeria ont rendu difficiles, à la saison sèche, les migrations des pasteurs nigériens vers le sud, augmentant ainsi la pression sur les ressources de la région du lac Tchad.

La croissante insécurité a provoqué l'intérêt des bailleurs de fonds pour sortir les zones pastorales de la marginalisation économique. Un changement dans le discours de la Banque mondiale apparut quand elle a pressé les pays africains et la communauté internationale de protéger et de développer le pastoralisme en raison du grand nombre de peuples du Sahel dont il est la principale source de nourriture et le principal moyen d'existence. 2013 fut ainsi marqué à la fois par l'insécurité et par de nouvelles possibilités d'améliorer la situation des pasteurs du Sahel.

¹ L'opération Serval avait, selon François Hollande, les trois objectifs suivants :1) arrêter l'offensive des groupes terroristes, 2) préserver l'existence de l'État malien et restaurer son intégrité territoriale et 3) préparer le déploiement d'une mission d'aide inter-africaine (AFISMA) autorisée le 20 décembre par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2085 votée à l'unanimité

² La Congrégation des peuples traditionnels pour le prosélytisme et le djihad, plus connue sous son nom haoussa Boko Haram, est une organisation djihadiste armée, islamique, militante basée dans le nord-est du Nigeria, au nord Cameroun et au Niger.

La situation des droits de l'homme

Un violent conflit éclata au Niger, en 2013, entre les pasteurs et les agriculteurs dont les conséquences ont été dévastatrices pour les deux parties. En octobre des groupes Peul, autour du village de N'Gonga dans le Boboye furent attaqués. Quatre Peuls furent tués, douze têtes de bétail furent brûlées, 113 cases furent détruites et deux motocyclettes, neuf machines à coudre et 450.00 francs CFA (environ 685 €) furent volés. Les attaquants étaient des agriculteurs Zama des villages voisins. Les autorités visitèrent les lieux, arrêtèrent plus de 20 personnes et offrirent une aide matérielle aux victimes qui n'en reçurent qu'une partie. Le gouvernement avait promis 10 millions de francs CFA (environ 15.245 €) mais seulement 10.000 francs CFA (environ 15 €) furent payés à chacun des propriétaires des cases qui attendent toujours le reste. Le Ministre de l'intérieur a adressé ses condoléances.

Le conflit se produisit quand les pasteurs prirent la route nord-sud vers leurs terres. Le maire de N'Gonga décida d'empêcher l'arrivée des pasteurs dans le territoire de la municipalité et organisa un groupe de 20 jeunes pour confisquer leurs animaux. Ils ne les rendraient à leurs propriétaires que contre le paiement de 15.000 francs CFA (environ 23 €) à partager entre la municipalité, les chefs et les jeunes. Mais par le désir de faire de l'argent et de gagner la reconnaissance des autorités locales, les jeunes se rendirent directement au camp des pasteurs et détachèrent les animaux. Les pasteurs résistèrent, les jeunes continuèrent leurs exactions, il y eut une escalade de la violence et un jeune perdit la vie. Informés, les villages alentours attaquèrent les camps avec le résultat décrit ci-dessus. En conséquence, les pasteurs usèrent de leur seul moyen de pression, le boycott collectif du grand marché au bétail de la municipalité qui, par les taxes qu'il procure, est une source importante de revenus pour elle.

De plus, un grand nombre de pasteurs (34 membres de l'association pastorale AREN) furent tués dans la région de Gao, au nord Mali, en représailles d'un crime commis auparavant par l'un d'eux. Les autorités ne réagirent pas bien que les familles des victimes s'activassent beaucoup. Les animaux des victimes décédées n'ont pas été retrouvés. Un cercle vicieux s'est créé : la justice ne fonctionne pas, les gens se font justice eux-mêmes ce qui aggrave les conflits. Ce type d'engrenage fatal, organisé par les gangs, est un problème récurrent au Niger et dans l'ouest africain. Les Peul demeurent les plus vulnérables à ces événements en raison de leur mobilité en solitaires ou en petits groupes.

La situation des femmes et des jeunes au Niger

Face à cette situation les jeunes pasteurs se sont fortement organisés au nord Mali. Ce sont eux que l'on envoie d'abord participer aux pourparlers de paix. Les femmes prennent souvent un rôle dirigeant dans la résolution des conflits locaux. Il faut mentionner, à ce sujet, le travail des femmes peul (*fulani*) de Diffa, appelées « lyaye » (« mère de tout le monde » en peul-fulfulde) qui sont connues dans la région pour défendre les droits des pasteurs et pour être médiatrices entre les communautés.

Renégociation du contrat sur les mines d'uranium

En novembre, le gouvernement nigérien et le géant nucléaire français, Areva, ont initié des négociations sur le renouvellement du contrat d'extraction d'uranium. La question du partage des revenus de l'extraction de l'uranium avait été en tête de l'ordre du jour

des Touareg depuis des décennies. Le manque de réinvestissement des profits au bénéfice des communautés pastorales vivant à proximité des mines de la région d'Agadez, avait provoqué des rébellions touareg à répétition. Les négociations actuelles représentent, pour le Niger, l'occasion historique d'obtenir de meilleures conditions pour l'extraction de ces ressources y compris de plus grands avantages financiers. Cependant, les circonstances ont changé car elles ne concernent plus seulement les Touareg et les pasteurs mais un plus large secteur de la société nigérienne et la question est devenue un enjeu national.

La mise en œuvre du Code pastoral continue à se faire attendre

Ses progrès sont extrêmement lents et 2013 n'a pas fait exception. Deux articles ont été adoptés en 2013, cinq autres sont sous la forme de projets et sept doivent encore être rédigés. Ceux qui ont été adoptés concernent des questions de procédure, face aux conflits par exemple, alors que ceux qui n'ont pas encore été abordés sont au cœur de la question pastorale touchant précisément la gestion décentralisée de la terre et les droits sur la terre. La société pastorale au Niger travaille intensément pour accélérer cette mise en œuvre mais c'est une lutte très rude.

Réunions régionales importantes

En 2013, la situation au Mali a accru l'attention portée au pastoralisme à la fois par les hommes politiques nationaux et par les institutions internationales majeures. Deux importantes réunions régionales ont été organisées, l'une à Nouakchott en Mauritanie et l'autre à N'Djamena au Tchad sous forme de **Symposium régional pastoral**. Celui-ci a rassemblé 235 personnes, chercheurs, praticiens du développement, représentants d'organisations nationales et régionales, d'organisations professionnelles et de la société civile venus de 17 pays, qui ont échangé leurs expériences de développement durable dans les zones pastorales. La Déclaration ministérielle de clôture du symposium a donné des directions politiques et stratégiques concernant la gouvernance et la sécurité, les résiliences des sociétés pastorales et la viabilité socio-économique. La réunion de Nouakchott fut organisée à un haut niveau, par les Présidents de Mauritanie et du Sénégal, la Banque mondiale et le Comité intergouvernemental permanent pour le contrôle de la sécheresse au Sahel (CILSS). Elle s'est centrée sur les besoins des communautés pastorales. Son message final était clair : **il y a un besoin urgent de mobiliser plus d'investissements pour soutenir le système pastoral sur les terres arides du Sahel**.

Ces événements reflètent un changement de discours : déplaçant le pastoralisme des marges vers le centre des intérêts des donateurs et des gouvernements. La **Déclaration de N'Djanema** établit explicitement que le futur des régions sahélo-sahariennes est inconcevable sans le mode de vie pastoral et son rôle irremplaçable dans l'économie et la stabilité des sociétés ainsi que dans la gestion de l'environnement et de la terre. La Banque mondiale met actuellement en place un groupe d'action (*task force*) sur le pastoralisme au Sahel afin d'établir un nouveau programme de financement de 7 milliards de dollars US. (BM /UE /BAD).

***Dodo Boureima** est secrétaire général de l'AREN, la plus grande association de pasteurs du Niger. Il est aussi Secrétaire technique permanent du réseau régional pastoral, Billital Maroobé, couvrant sept pays d'Afrique de l'ouest et représentant 400.000 pasteurs. Dodo Boureima est lui-même éleveur transhumant (pasteur).*

Marianne Heahr est avocate coordinatrice de CARE au Danemark (www.care.dk) travaillant sur les droits à la sécurité alimentaire des petits producteurs, en étroite collaboration avec la société civile d'Afrique de l'ouest. Elle est diplômée en droits de l'homme et démocratisation de l'Institut inter-européen des droits de l'homme et possède un master de géographie humaine de l'université de Copenhague

Source: IWGIA Indigenous World 2014

Traduction de l'anglais par **Simone Dreyfus-Gamelon**, présidente du GITPA